

Département des Pyrénées-Orientales

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

n° 25_01_05_DEL_URBA_MANDAT_SPLPO_GENDARMERIE

Séance du **4 février 2025**

Convocation du **28 janvier 2025**

Le Conseil Municipal, convoqué le **28/01/2025**, s'est réuni à **18h00** au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de son Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : **29**

Présents : **28**

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : **9**

Procurations : **8**

Mandants	Mandataires
Stéphanie Puigbert	Caroline Rocas
Uriel Basman	Rolande Loigerot
Véronique Nallet-Gandou	Aline Mossé
Sylvaine Ricciardi-Braem	Patrick Francès
Anne Leclercq	Dominique Noël
Florent Galliez	Stéphane Grau
Jean-Marc Pacull	Jean-Christophe Bousquet
Alain Granat	Nadège Hoffmann

Secrétaire de séance : **Caroline Rocas**

Objet : **Contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en faveur de la Société Publique Locale Pyrénées-orientales (SPL PO) au titre de la rénovation de la gendarmerie du Boulou**

Rapporteur : **François Comes**

Où l'exposé de l'affaire au conseil municipal et la proposition de vote telles que présentées dans le rapport formant note synthèse annexée à la présente

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Par 18 voix POUR – 0 voix CONTRE et 10 ABSTENTIONS (Catherine Peytavi, Sylvaine Ricciardi-Braem, Anne Leclercq, Patrick Francès, Jean-Christophe Bousquet, Florent Galliez, Stéphane Grau, Dominique Noël, Jean-Marc Pacull, Alain Granat)

DECIDE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

D'approuver le Contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en faveur de la Société Publique Locale Pyrénées-orientales (SPL PO) au titre de la rénovation de la gendarmerie tel qu'exposé dans le rapport et la convention annexés au présent contrat.

D'autoriser monsieur le maire ou son représentant dûment habilité, à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

De charger monsieur le directeur général des services de l'exécution de la présente délibération.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, ou de la date de rejet du recours gracieux (le silence de l'auteur de la décision durant un délai de deux mois valant rejet tacite de la demande). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

La secrétaire de séance,

Caroline ROCAS



Le Maire,

François COMES



Ordre du jour n° 05 Rapport n° 25_01_05_DEL_URBA_MANDAT_SPLPO_GENDARMERIE Rapporteur : François Comès
Séance du Conseil Municipal du 4 février 2025

N.B : Rapport exposé de l'affaire au sens de l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales valant note explicative de synthèse
Objet : **Contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en faveur de la Société Publique Locale Pyrénées-Orientales (SPL PO) au titre de la rénovation de la gendarmerie du Boulou**

Dans le cadre d'opérations d'aménagement, la ville du Boulou a, par le passé, concédé la réalisation d'aménagements à la Société Publique Locale Pyrénées-orientales (SPL PO).

Au regard de la réussite de la dernière opération qu'est le lotissement de la Rasclose et sur la base de son résultat financier, il est proposé par la présente délibération de confier par mandat à la SPL PO, la rénovation de la caserne de gendarmerie du Boulou, à commencer par l'unité professionnelle.

En effet, comme bon nombre d'équipements publics de la commune, cette caserne n'a non seulement jamais été rénovée depuis 26 ans, mais qui plus est, n'est absolument pas aux normes pour permettre aux forces de l'ordre d'assurer leurs missions de sécurité et de protection des populations du Boulou dans des conditions dignes de ce nom.

C'est d'autant plus regrettable que la ville du Boulou perçoit un loyer de 91k€ annuel et qu'en sa qualité de bailleur, il lui appartient d'assurer le maintien à niveau de ce patrimoine.

De fait et en lien avec sa stratégie en matière de sécurité et de prévention de la délinquance, monsieur le maire souhaite doter les forces de l'ordre tant municipales qu'étatiques de moyens techniques modernes et appropriés leur permettant d'assurer au mieux leurs missions de sécurisation des biens et des personnes.

L'effort a donc initialement été porté sur l'aménagement du poste de police municipale, puis de la rénovation et extension du parc de vidéoprotection de la commune, et enfin de la rénovation de la gendarmerie qui devrait permettre d'accueillir in situ davantage de gendarmes aux bénéfices de la sécurisation du territoire.

Enfin, le lancement effectif tout début 2025 du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance devrait parfaire ce plan d'action, permettant de développer cet outil de coordination des actions précitées.

Il est donc proposé à l'assemblée municipale d'en débattre et d'en délibérer

Le Maire,

François COMES





MANDAT PUBLIC

Envoyé en préfecture le 07/02/2025
Reçu en préfecture le 07/02/2025
Publié le 10/02/2025
ID : 066-216600247-20250204-20250105-DE



OBJET DU CONTRAT : Mandat de représentation pour faire réaliser, au nom et pour le compte du Maître de l'ouvrage en application du livre IV de la partie 2 du Code de la Commande Publique (ex loi MOP),

EXTENSION ET RENOVATION DE LA GENDARMERIE

Maître d'ouvrage : Commune de LE BOULOU

Adresse : Hôtel de Ville, Avenue Léon-Jean Grégory 66 160 Le Boulou

Comptable assignataire :

SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE CERET, 12 rue Gaston-Cardonne 66403 Céret Cedex

sgc.ceret@dgfip.finances.gouv.fr - 04 68 87 76 66

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés au comptable assignataire désigné ci-dessus dans les conditions fixées, selon la nature de la cession, par le code civil ou par l'article R.313-15 du code monétaire et financier.

Transmis en préfecture le :

Date de notification le :

Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT	6
ARTICLE 2 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE	6
ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE	6
3.1. Entrée en vigueur	7
3.2. Durée	7
ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION DES LIEUX	7
ARTICLE 5 - ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE.....	7
ARTICLE 6 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE	8
ARTICLE 7 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE REALISATION DE L'OUVRAGE.....	8
ARTICLE 8 - ASSURANCES	9
8.1. Assurance responsabilité civile professionnelle	9
8.2. Assurance responsabilité civile décennale "constructeur non réalisateur" (CNR).....	9
8.3. Assurance "dommages-ouvrages"	9
8.4. Assurance "tous risques chantiers"	9
ARTICLE 9 - PASSATION DES MARCHES	10
9.1. Mode de passation des marchés.....	10
9.2. Incidence financière du choix des cocontractants	12
9.3. Rôle du Mandataire	12
9.4. Signature du marché.....	12
9.5. Transmission et notification	12
ARTICLE 10 - AVANT-PROJETS ET PROJET	12
10.1. Avant-projet.....	12
10.2. Projet	13
ARTICLE 11 - SUIVI DE LA REALISATION	13
11.1. Gestion des marchés.....	13
11.2. Suivi des travaux	13
ARTICLE 12 - RECEPTION DE L'OUVRAGE - PRISE DE POSSESSION	13
ARTICLE 13 - DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE	14

ARTICLE 14 - REMUNERATION DU MANDATAIRE – MODALITES DE REGLEMENT	14
14.1. Rémunération du Mandataire.....	14
14.2. Forme du prix	16
14.3. Avance	16
14.4. Modalités de règlement.....	16
14.5. Acomptes et solde.....	17
14.6. Délai de règlement et intérêts moratoires.....	17
14.7. Mode de règlement.....	18
14.8. Présentation des factures au format dématérialisé	18
ARTICLE 15 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE	19
ARTICLE 16 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE	20
16.1. Sur le plan technique.....	20
16.2. Sur le plan financier.....	20
ARTICLE 17 - ACTIONS EN JUSTICE	21
ARTICLE 18 - CONTROLE TECHNIQUE PAR LA COLLECTIVITE	21
ARTICLE 19 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LA COLLECTIVITE ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES	21
ARTICLE 20 - RESILIATION	21
20.1. Résiliation sans faute.....	21
20.2. Résiliation pour faute.....	22
20.3. Autres cas de résiliation.....	22
ARTICLE 21 - PENALITES	22
ARTICLE 22 - LITIGES	22
ARTICLE 23 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT.....	23
ARTICLE 24 - CLAUSES DE REEXAMEN.....	23
24.1. Evolution de la réglementation.....	23
24.2. Autres clauses de réexamen.....	23

ENTRE

La Commune de LE BOULOU,

représentée par M. François COMES, son maire en exercice, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

et désignée dans ce qui suit par les mots "la Collectivité" ou "le Mandant"

D'UNE PART

ET

PYRÉNÉES ORIENTALES AMÉNAGEMENT, Société Publique Locale au capital de 412 000 €, dont le siège social est à l'Hôtel du Département, Quai Sadi Carnot à Perpignan (66000) et immatriculée au RCS de Perpignan n° 524 462 348,

représentée par Mme Murielle CURTIL-ROSSILLON, sa Directrice Générale,

et désignée dans ce qui suit par les mots "la SPL" ou "le Mandataire »

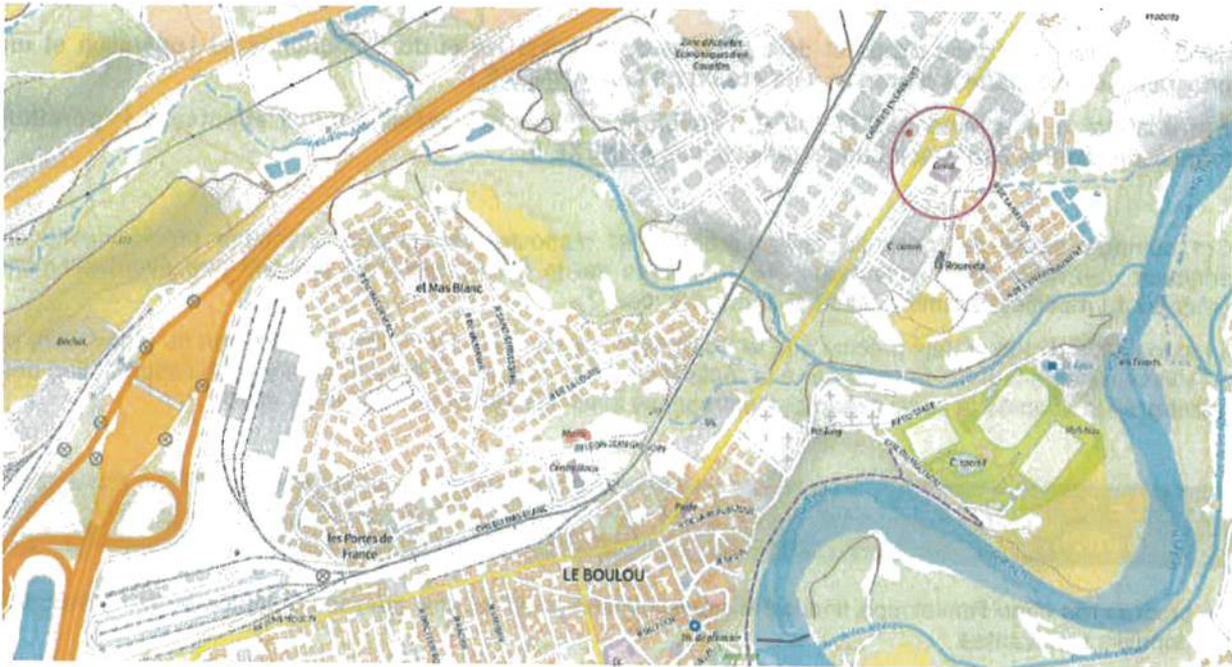
D'AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Collectivité envisage, la rénovation sa gendarmerie.

Elle est situé sur la parcelle AI26, propriété de la municipalité, à proximité de la zone commerciale «La Roureda », au nord-ouest de la Commune.



L'ensemble immobilier comprend un bâtiment administratif et un ensemble de 9 logements de fonction.

La brigade fait actuellement état de difficultés de fonctionnement et il s'avère nécessaire de sécuriser et de rénover la caserne.

Après des **études opérationnelles globales**, il est envisagé un phasage des opérations de travaux :

- Phase 1 : Extension, sécurisation et rénovation du bâtiment administratif
- Phase 2 : Rénovation des logements

Il est également précisé que, conformément aux termes de l'article 24.5 du Traité de concession d'aménagement de « La Rasclose » signé entre les parties en 2016, la SPL supporte la charge des dépenses engagées au titre de la présente opération ainsi que sa rémunération, par l'utilisation d'une partie du boni d'opération résultant du Traité de concession susvisé, soit la somme de 777 890 € HT. Si le montant final de l'opération, rémunération du mandataire comprise, venait à dépasser cette somme, la part restante des dépenses à engager sera financée par la Collectivité selon les modalités prévues à l'article 15 du présent contrat.

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique (articles L.2422-5 et suivants), la Collectivité a décidé de déléguer au Mandataire le soin de faire réaliser cette opération en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par le texte précité et par les dispositions du présent contrat de mandat.

La Collectivité désigne M. Le Maire comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'exécution du contrat de mandat, **sous réserve du respect des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales**, et notamment pour donner son accord sur les avant-projets, pour approuver le choix des cocontractants, pour autoriser la signature des marchés, pour donner son accord sur la réception ; la Collectivité pourra à tout moment notifier au Mandataire une modification de cette personne.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

La Collectivité demande au Mandataire, qui accepte, de faire réaliser, au nom et pour le compte de ladite Collectivité et sous son contrôle, la « **Rénovation de la gendarmerie** ».

Elle lui donne à cet effet mandat de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions de la maîtrise d'ouvrage définies à l'article 5 ci-après.

La Collectivité s'est donc d'ores et déjà assurée de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération et un **programme sommaire a d'ores et déjà été établi** (voir [ANNEXE I](#)).

Elle a arrêté à la somme de **777 890 €**, l'**enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'opération (valeur décembre 2024)** (voir budget prévisionnel [ANNEXE II](#)).

Cet ouvrage devra répondre au pré-programme et respecter l'enveloppe financière prévisionnelle ci-annexés, ces deux documents ayant été approuvés par la Collectivité mais pouvant être éventuellement précisés ou modifiés comme il est dit ci-après à l'article 2.

Il est toutefois d'ores et déjà précisé que la Collectivité pourra mettre un terme à la mission du Mandataire et qu'elle se réserve le droit de renoncer à la réalisation de l'ouvrage, notamment au stade de l'approbation des avant-projets et après la consultation des entreprises ainsi qu'il est dit aux articles 2 et 20.

ARTICLE 2 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes.

Comme le prévoit l'article 6, le Mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle par ses cocontractants.

Par ailleurs, il ne saurait prendre, sans l'accord de la Collectivité, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer la Collectivité des conséquences financières de toute décision de modification du programme que celle-ci prendrait. Cependant, il peut et même doit alerter la Collectivité au cours de sa mission sur la **nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions** qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée à la Collectivité notamment aux stades suivants :

- à l'issue des études préalables
- à l'issue du diagnostic de la maîtrise d'œuvre
- approbation des avant-projets : article 10.1
- signature des marchés après consultation : article 9.4

Dans tous les cas où le Mandataire a alerté la Collectivité sur la nécessité d'une modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et que celle-ci n'a pas pris les décisions nécessaires (ré-étude des avant-projets, nouvelle consultation, mesures d'économie...), le Mandataire est en droit de résilier le contrat de mandat. Dans ce cas, la Collectivité supportera seule les conséquences financières de la résiliation dans les conditions précisées à l'article 20-1.

ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

3.1. Entrée en vigueur

La Collectivité notifiera au Mandataire le contrat de mandat signé.

Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Lorsque le marché est soumis au contrôle de légalité, la Collectivité informe le Mandataire de la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat.

3.2. Durée

Sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 20, le présent mandat expirera à l'achèvement de la mission du Mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 16.

Sur le plan technique, le Mandataire assurera toutes les tâches définies ci-après à l'article 5 jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement sans tenir compte de la prolongation éventuelle de ce délai en cas de réserves non levées à cette date ou de désordres apparus pendant ce délai et non réparés.

Pour l'appréciation de ce terme, il est précisé que la réception des travaux est prévue au 1^{er} trimestre 2028 (voir calendrier prévisionnel [ANNEXE III](#)), sans que le Mandataire puisse être tenu responsable des retards qui n'auraient pas pour cause sa faute personnelle et caractérisée.

Après l'expiration de sa mission, le Mandataire aura encore qualité pour, le cas échéant, liquider les marchés et notifier les DGD.

Il remettra à la fin de ses missions l'ensemble des dossiers afférents à cette opération.

ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION DES LIEUX

La Collectivité est propriétaire des bâtiments et les mettra à la disposition du Mandataire dès que le contrat de mandat sera exécutoire.

La gendarmerie étant occupée, la disponibilité des locaux de la brigade et des logements à rénover durant la phase de travaux devront être convenus entre les services de la gendarmerie et la Commune préalablement aux chantiers.

ARTICLE 5 - ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

Conformément aux dispositions des articles L.2422-5 et suivants du Code de la Commande Publique, la Collectivité donne mandat au Mandataire pour exercer, en son nom et pour son compte, les attributions suivantes qui sont ci-après précisées :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté, (voir article 7),
- préparation du choix des différents prestataires nécessaires à la réalisation de l'ouvrage (SPS, contrôle technique, assureur, etc.....), établissement, signature et gestion des contrats
- préparation du choix du maître d'œuvre, établissement, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
- approbation des avant-projets et accord sur le projet, (voir article 10),
- préparation du choix des entreprises de travaux et établissement, signature et gestion des dits contrats,
- versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et du prix des travaux et plus généralement de toutes les sommes dues à des tiers (voir article 15),
- suivi du chantier sur les plans technique, financier et administratif, (voir article 11),
- réception de l'ouvrage, (voir article 12),
- actions en justice (voir article 17),
- ainsi que l'accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

ARTICLE 6 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE

D'une façon générale :

Dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission, le Mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de Mandataire de la Collectivité, et de ce qu'il n'est pas compétent pour la représenter en justice, tant en demande qu'en défense, y compris pour les actions contractuelles.

Le Mandataire veillera à ce que la coordination des entreprises et des techniciens aboutisse à la réalisation de l'ouvrage dans les délais et l'enveloppe financière et conformément au programme, arrêtés par la Collectivité. Il signalera à la Collectivité les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il représentera la Collectivité Maître de l'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Il est précisé que les attributions confiées au Mandataire constituent une partie des attributions du Maître de l'ouvrage. En conséquence, la mission du Mandataire ne constitue pas, même partiellement, une mission de maîtrise d'œuvre, laquelle est assurée par l'architecte, le bureau d'études et/ou l'économiste de la construction, qui en assument toutes les attributions et responsabilités.

Le Mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n'est tenu envers le Maître de l'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat. Notamment, le Mandataire ne peut être tenu personnellement responsable du non-respect du programme ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, éventuellement modifiés, sauf s'il peut être prouvé à son encontre une faute personnelle et caractérisée, cause de ces dérapages, ceux-ci ne pouvant à eux seuls être considérés comme une faute du Mandataire. Il en serait de même en cas de dépassement des délais éventuellement fixés par la Collectivité.

ARTICLE 7 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE REALISATION DE L'OUVRAGE

Le Mandataire représentera la Collectivité pour s'assurer du respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

A cette fin :

- Il préparera, au nom et pour le compte de la Collectivité, les dossiers de demandes d'autorisations administratives nécessaires et en assurera le suivi. Il préparera notamment, en liaison avec le maître d'œuvre, le dossier de demande de permis de construire qu'il signera et dont il assurera le suivi.
- Il représentera, le cas échéant, le Mandant pour l'organisation de la concertation publique visée à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme et/ou de l'enquête publique.
- Il recueillera et remettra au Mandant toutes les précisions et modifications nécessaires au programme et à l'enveloppe financière, notamment à l'issue des études d'avant-projet et avant tout commencement des études ou projets.
- Il constituera, au nom et pour le compte de la Collectivité, les volets techniques des dossiers de demandes de subventions.
- Il représentera le Mandant dans les relations avec les sociétés concessionnaires (EDF, GDF, etc.) afin de prévoir, en temps opportun, leurs éventuelles interventions (et, le cas échéant, les déplacements de réseaux).

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le Mandataire :

n'est pas le responsable du projet.

est le responsable du projet pendant toutes les phases de l'opération

Il assure à ce titre toutes les obligations du responsable du projet à l'exception, s'il n'a commis aucune faute dans l'exécution de cette mission, de la prise en charge financière des conséquences de la découverte d'ouvrages, de modifications ou d'extensions d'ouvrages.

- Il fera établir un état préventif des lieux.
- **Il proposera à la Collectivité et recueillera son accord, sur les modes de dévolution des marchés** ainsi qu'il est dit à l'article 9.
- **Il suivra au nom et pour le compte du Mandant la mise au point du calendrier d'exécution établi par le maître d'œuvre en collaboration avec les entreprises et vérifiera sa compatibilité avec les délais de réalisation souhaités par la Collectivité.**
- Il fera procéder aux vérifications techniques nécessaires (relevés de géomètre, études de sols, etc.)
- Il fera intervenir un organisme de contrôle technique en cas de besoin ainsi qu'un coordonnateur sécurité santé (SPS).

Pour l'exécution de cette mission, le Mandataire pourra faire appel, au nom et pour le compte de la Collectivité, et avec l'accord de cette dernière, à des spécialistes qualifiés pour des interventions temporaires et limitées. D'ores et déjà, la Collectivité autorise l'intervention d'une personne qualifiée pour tous les actes de la compétence d'une profession réglementée ou d'un technicien (géomètres, avocats, huissiers, études de sols ...).

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont prises en compte dans le bilan de l'opération.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

8.1. Assurance responsabilité civile professionnelle

Le Mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance pour couvrir sa **responsabilité civile professionnelle**.

8.2. Assurance responsabilité civile décennale "constructeur non réalisateur" (CNR)

Le Mandataire s'engage à souscrire, au cas où il en aurait l'obligation conformément aux articles L.241-1 et L.241-2 du Code des Assurances, une police de **responsabilité décennale "constructeur non réalisateur"**.

8.3. Assurance "dommages-ouvrage"

La Collectivité demande au Mandataire de souscrire une police d'assurance "dommages-ouvrage" pour son compte.

Le Mandataire fournira à la Collectivité une copie du dit contrat dès que lui-même sera en possession de son exemplaire.

Il est par ailleurs convenu que le Mandataire effectuera, pour le compte de la Collectivité, toutes les formalités prévues pour satisfaire aux obligations de l'assuré, telles qu'elles résultent de l'annexe II à l'article A 243-1 annexe II du Code des Assurances.

Il incombera à la Collectivité d'actionner la police d'assurances.

8.4. Assurance "tous risques chantiers"

La Collectivité demande au Mandataire de souscrire une police d'assurance "Tous risques chantiers"

La Collectivité ne demande pas au Mandataire de souscrire une police d'assurance "Tous risques chantiers"

ARTICLE 9 - PASSATION DES MARCHES

Les dispositions du Code de la Commande Publique applicables à la Collectivité sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés conclus au nom et pour le compte de la Collectivité dans les conditions particulières définies ci-dessous.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions des textes précités, le Mandataire aura recours à la plate-forme suivante : www.achatpublic.com

9.1. Mode de passation des marchés

Le Mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par le Code de la Commande Publique.

Il remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus par ces textes et en tenant compte des dispositions suivantes ainsi que de la liste des tâches ci-annexée.

9.1.1. Cas des marchés autres que de maîtrise d'œuvre et procédures particulières

En cas d'appel d'offres :

Le Mandataire utilisera librement les procédures d'appel d'offres ouvert ou restreint. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera aux séances de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le Mandataire, le Mandataire, dans les conditions de l'article 9.4 conclura le contrat.

En cas de procédure adaptée :

Le Mandataire proposera, au cas par cas, au représentant de la Collectivité, pour accord, les modalités de la procédure. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le Mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

En cas de procédure avec négociation :

Le Mandataire, après avoir satisfait, s'il y a lieu, aux obligations de publicité, assistera le Mandant dans l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre.

Après fixation de cette liste par le Mandant, le Mandataire adressera la lettre d'invitation à soumissionner aux candidats et, sur la base des offres initiales reçues, engagera les négociations avec chaque candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire établira un rapport de négociation qui proposera un classement des offres. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation. Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le Mandataire, le Mandataire conclura le contrat avec l'attributaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-17 du Code de la Commande Publique, le Mandataire pourra également indiquer dans l'avis de marché que le marché sera attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Le Mandataire n'informerait cependant les candidats de la non mise en œuvre de la négociation qu'après décision en ce sens du représentant du Mandant.

En cas de marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables

Le Mandataire engagera les négociations avec le candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire proposera un projet de marché sur la base d'un rapport de négociation qu'il présentera à la Collectivité.

Après accord de l'organe compétent de la Collectivité sur l'attribution et la signature du marché par le Mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

En cas de procédure de dialogue compétitif (art. R.2161-24 à R.2161-31 du Code de la Commande Publique) :

Le Mandataire mettra en œuvre une procédure de dialogue compétitif.

Le Mandataire procédera aux obligations de publicité.

Après analyse des candidatures, le Mandataire assistera le Mandant dans l'établissement de la liste des candidats invités à dialoguer.

Après fixation de la liste des candidats admis à participer au dialogue, le Mandataire adressera une lettre de consultation aux candidats admis et le dialogue s'engagera dans les conditions définies au règlement de la consultation identifiant les différents organes intervenants dans le déroulement du dialogue. La procédure pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre de solutions à discuter, le cas échéant.

Une fois le dialogue mené à son terme, le Mandataire en informera les candidats et les invitera à remettre leur offre finale.

Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la commission d'appel d'offres pour en assurer le secrétariat. Après le choix du candidat par cette dernière et autorisation de la signature du marché par le Mandataire, le Mandataire conclura le marché avec l'attributaire.

9.1.2. Cas des marchés de maîtrise d'œuvre

• Lorsque le montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre est inférieur au seuil des procédures formalisées, le Mandataire appliquera les dispositions de l'article 9.1.1.b) décrites à la présente convention.

• Lorsque le montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre est supérieur au seuil des procédures formalisées, le Mandataire, organisera un concours restreint de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles R.2162-15 à R.2162-21 du Code de la Commande Publique :

Le Mandataire sera chargé de l'organisation de la consultation. Il ne convoque pas le jury mais en assurera le secrétariat.

Après désignation du ou des lauréats par le Mandant, le Mandataire engagera la négociation dans le cadre d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence avec le ou les lauréats (art. R.2122-6 du Code de la Commande Publique).

A l'issue de la procédure, sauf délégation consentie à l'exécutif dans les conditions fixées au CGCT, l'assemblée délibérante de la Collectivité attribuera le marché et en autorisera sa signature.

Le Mandataire allouera, après accord du Mandant, les primes proposées par le jury.

• Lorsque le montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre est supérieur au seuil des procédures formalisées mais relève des exceptions à la procédure de concours mentionnées à l'article R.2172-2 du Code de la Commande Publique, le Mandataire mettra en œuvre, selon les mêmes modalités définies ci-dessus :

- la procédure avec négociation
- la procédure d'appel d'offres
- la procédure de dialogue compétitif

9.1.3. Utilisation d'un accord-cadre

Le Mandant informe le Mandataire qu'il a conclu pour les prestations identifiées ci-dessous des accords-cadres ou des marchés :

- Accord-cadre à bons de commande pour prestations de bureau d'étude VRD – Titulaire : Cabinet GAXIEU
- Accord-cadre à bons de commande pour travaux de voirie – Titulaire : TPC Travaux Publics Catalans
- Accord-cadre à bons de commande pour travaux de réseaux humides – Mandataire du groupement : Entreprise Sol Frères
- AMO de programmation – Tranche optionnelle 1 : Gendarmerie - Groupement ROUSSILLON AMENAGEMENT / André BERTHIER / IDEEBAT

Le Mandataire sera tenu de mettre en œuvre la procédure définie par ces accords-cadres pour la passation des marchés subséquents ou l'émission de bons de commande nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

9.2. Incidence financière du choix des cocontractants

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le Mandataire devra en avvertir la Collectivité dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus. L'accord de la Collectivité pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe.

9.3. Rôle du Mandataire

Plus généralement, le Mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre, en enregistrera le contenu et préparera les renseignements relatifs aux candidatures et aux offres pour l'analyse de celles-ci par le Mandant et le cas échéant le jury.

S'il le juge utile, le Mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes.

Lors de l'analyse des offres, il prêtera son assistance au dépouillement de celles-ci et au travail préparatoire d'analyse en vue du jury ou de la CAO.

Il proposera, le cas échéant la composition du jury ou de la commission technique.

Il procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera en tant que de besoin les avis d'attribution.

9.4. Signature du marché

Le Mandataire procédera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, après accord du Mandant, et dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

Les contrats devront indiquer que le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant.

9.5. Transmission et notification

Le Mandataire transmettra, s'il y a lieu, en application de l'article L 2131-1 du CGCT relatif au contrôle de légalité, au nom et pour le compte du Mandant, les marchés signés par lui au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est situé le Mandant. Il établira, signera et transmettra, le rapport établi par lui conformément à l'article R.2184-1 du Code de la Commande Publique.

Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie au Mandant.

ARTICLE 10 - AVANT-PROJETS ET PROJET

10.1. Avant-projet

Le Mandataire devra, avant d'approuver les avant-projets, obtenir l'accord de la Collectivité. Cette dernière s'engage à lui faire parvenir son accord ou ses observations, ou le cas échéant son désaccord, dans le délai de 30 jours calendaires à compter de la saisine. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'accord de la Collectivité sera réputé acquis à condition que le programme et l'enveloppe prévisionnelle soient respectés.

Le Mandataire transmettra à la Collectivité, avec les avant-projets, une note détaillée et motivée permettant à cette dernière d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés. S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, le Mandataire pourra le cas échéant, alerter la Collectivité sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Dans ce cas, la Collectivité devra expressément :

- soit définir les modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière permettant d'accepter les avant-projets ;
- soit demander la modification des avant-projets ;
- soit, notamment s'il lui apparaît que le programme souhaité ne peut rentrer dans une enveloppe prévisionnelle acceptable, renoncer à son projet et notifier au Mandataire la fin de sa mission, à charge pour la Collectivité d'en supporter les conséquences financières, comme prévu à l'article 20.1.

ARTICLE 13 - DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour le compte du Mandant est provisoirement évalué à **727 000 €, hors taxes, (valeur décembre 2024)** ; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le Mandataire pour la réalisation de l'ouvrage.

Ces dépenses comprennent notamment :

- les études techniques ;
- le coût des travaux de construction de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues aux maîtres d'œuvre et entreprises à quelque titre que ce soit ;
- les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération ;
- le coût des assurances-construction, du contrôle technique et de toutes les polices dont le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité du Mandataire ;
- les charges financières que le Mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 15 ci-après ;
- et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, les éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que le Mandataire aurait supportés et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.

ARTICLE 14 - REMUNERATION DU MANDATAIRE – MODALITES DE REGLEMENT

14.1. Rémunération du Mandataire

14.1.1. Rémunération provisoire

Le montant de la rémunération forfaitaire provisoire telle qu'elle résulte de la décomposition de l'état des prix forfaitaires est de :

Montant HT : 50 890 €

TVA au taux de 20 % Montant : 10 178 €

Montant TTC : 61 068 €

Montant TTC (en lettres) : soixante-et-un mille soixante-huit euros

La rémunération forfaitaire provisoire correspondant à 7% du montant des dépenses à engager ; Dans les conditions définies à l'article 14.1.2 ci-dessous, un avenant ultérieur précisera le montant et la décomposition définitive du forfait de rémunération du Mandataire.

10.2. Projet

Sur la base des avant-projets, éventuellement modifiés, et des observations de la Collectivité, le Mandataire fera établir le projet définitif qu'il acceptera au nom et pour le compte de la Collectivité.

ARTICLE 11 - SUIVI DE LA REALISATION

11.1. Gestion des marchés

Le Mandataire assurera, dans le respect des dispositions visées à l'article 2 ci-dessus, la gestion des marchés au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique, de manière à garantir les intérêts du Mandant.

A cette fin, notamment :

- Il proposera les ordres de service ayant des conséquences financières.
- Il vérifiera les situations de travaux préalablement contrôlées par le maître d'œuvre.
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il étudiera les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats et présentera au Mandant la solution qu'il préconise en vue d'obtenir son accord préalable à la signature d'un protocole.
- Il proposera les avenants nécessaires à la bonne exécution des marchés et les signera après accord du Mandant.
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

Le Mandataire doit veiller à ne prendre aucune décision pouvant conduire à un dépassement de l'enveloppe financière ou au non-respect du programme des études, notamment lors du traitement des réclamations.

11.2. Suivi des travaux

Le Mandataire représentera si nécessaire la Collectivité dans toutes réunions, visites ... relatives au suivi des travaux. Il veillera à ce que la coordination des entreprises et techniciens aboutisse à la réalisation de l'ouvrage dans le respect des délais, de la qualité des prestations et des marchés et signalera à la Collectivité les anomalies qui pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des intervenants des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera la Collectivité et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

ARTICLE 12 - RECEPTION DE L'OUVRAGE - PRISE DE POSSESSION

Après achèvement des travaux, il sera procédé, à l'initiative du maître d'œuvre, en présence des représentants de la Collectivité, ou ceux-ci dûment convoqués par le Mandataire, aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

Le Mandataire ne pourra notifier aux dites entreprises sa décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de la Collectivité sur le projet de décision. La Collectivité s'engage à faire part de son accord dans un délai compatible avec celui de 30 jours fixé à l'article 41-3 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux.

En cas de réserves lors de la réception, le Mandataire invite la Collectivité aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

La Collectivité, propriétaire de l'ouvrage au fur et à mesure de sa réalisation, en prendra possession dès la réception prononcée par le Mandataire (ou des différentes réceptions partielles en cas de livraison échelonnée). A compter de cette date, elle fera son affaire de l'entretien des ouvrages et, en cas de besoin, de la souscription des polices d'assurance que, le cas échéant, elle s'oblige à reprendre au Mandataire.

La rémunération provisoire se décompose selon les étapes opérationnelles ci-après :

Étape	Objet	Décomposition de la rémunération (€ HT)	% de la mission	Temps passé prévisionnel
Étape 1	Études préalables : Consultations des tiers pour état des lieux, réalisation des diagnostics techniques et fonctionnels, confirmation de programmation, PTD	9 160,20 €	18 %	9 j
Étape 2	Conclusion du contrat de MOE, études préalables, suivi des phases DIAG et ESQ	5 089,00 €	10 %	5 j
Étape 3	Organisation de la consultation SPS, CT et Assureurs/ Conclusion et gestion des contrats correspondants- Suivi des études d'APS et d'APD et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre	8 615,70 €	13 %	5,5 j
Étape 4	Gestion des contrats signés aux étapes précédentes et contrôle de l'exécution des missions correspondantes. Suivi des études de projet et de l'établissement du ou des dossiers de consultation des entreprises	4 071,20 €	8 %	4 j
Étape 5	Consultation des entreprises, gestion des interventions des divers acteurs et signatures des marchés de travaux	4 071,20 €	8 %	4 j
Étape 6	Gestion des contrats de maîtrise d'œuvre, SPS, CT, Assurances et travaux en phase chantier y compris réception des travaux	15 267,00 €	30 %	15 j
Étape 7	Solde des marchés de travaux. Gestion de la période de parfait achèvement (Levée de réserves, réparation des désordres et mise en jeu des garanties). Solde des contrats SPS, CT, Maîtrise d'œuvre et assurance	5 089,00 €	10 %	4 j
Étape 8	Remise des comptes au Maître de l'ouvrage et établissement du décompte général de la convention de mandat	1 528,70 €	3 %	1 j
	TOTAL	50 890 € HT	100 %	47,5 j

14.1.2. Rémunération définitive

La rémunération du Mandataire deviendra définitive au stade de :

- l'acceptation par le Maître de l'ouvrage de l'avant-projet définitif en bâtiment ou de l'avant-projet en infrastructure.
- au stade de la signature du dernier des marchés de travaux nécessaire à l'exécution de l'opération.
- à l'expiration du délai, fixé au représentant de l'Etat pour exercer son contrôle sur le dernier des marchés de travaux nécessaire à l'exécution de l'opération ou d'une tranche de l'opération, après expiration s'il y a lieu des délais de recours.

Le forfait de rémunération définitif sera calculé par application du taux de rémunération utilisé pour le calcul de la rémunération provisoire, au nouveau montant de dépenses à engager établi au stade APD.

14.2. Forme du prix

Le présent contrat est passé à prix révisable.

Les acomptes relatifs aux honoraires du Mandataire des mois postérieurs au mois Mo seront calculés avec un coefficient de révision égal à :

$$0,15 + 0,85 \frac{Im}{Io}$$

Io est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois Mo d'établissement des prix.

Im est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des prestations.

Le présent contrat est établi sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de : décembre 2024 (mois Mo).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

14.3. Avance

Le contrat ne fait pas l'objet d'une avance.

14.4. Modalités de règlement

Les modalités de règlement retenues pour chaque étape sont, en valeur de base du contrat, les suivantes :

Etape	Objet	Modalités de règlement de la mission
<i>Etape 1</i>	Etudes préalables : Consultations des tiers pour état des lieux, réalisation des diagnostics techniques et fonctionnels, confirmation de programmation, PTD	50% à l'état des lieux 50 % à la validation de la programmation définitive
<i>Etape 2</i>	Conclusion du contrat de MOE, études préalables, suivi des phases DIAG et ESQ	50% à la notification du MOE 50% à la remise du DIAG
<i>Etape 3</i>	Organisation de la consultation SPS, CT et Assureurs/ Conclusion et gestion des contrats correspondants- Suivi des études d'APS et d'APD et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre	50% à la notification du CT 50% à la proposition de validation d'APD
<i>Etape 4</i>	Gestion des contrats signés aux étapes précédentes et contrôle de l'exécution des missions correspondantes. Suivi des études de projet et de l'établissement du ou des dossiers de consultation des entreprises	100% à la mise en ligne de la consultation travaux
<i>Etape 5</i>	Consultation des entreprises, gestion des interventions des divers acteurs et signatures des marchés de travaux	100% à la notification des marchés de travaux

Etape 6	Gestion des contrats de maîtrise d'œuvre, SPS, CT, Assurances et travaux en phase chantier y compris réception des travaux	100% à l'avancement du chantier Le solde de la mission relative à l'étape 6 sera facturé au stade de la notification du PV des opérations préalables à la réception.
Etape 7	Solde des marchés de travaux. Gestion de la période de parfait achèvement (Levée de réserves, réparation des désordres et mise en jeu des garanties). Solde des contrats SPS, CT, Maîtrise d'œuvre et assurance	100 % à la notification du décompte général des marchés de travaux. En cas de pluralité de marchés de travaux la facturation s'effectuera proportionnellement au montant du décompte général de chaque marché
Etape 8	Remise des comptes au Maître de l'ouvrage et établissement du décompte général de la convention de mandat	100 % à l'envoi de la clôture et du projet de quitus

14.5. Acomptes et solde

Le règlement des sommes dues au Mandataire au titre des attributions qui lui sont confiées fera l'objet d'**acomptes** calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies.

A l'expiration de la mission du Mandataire telle que définie à l'article 16, il sera établi un décompte général fixant le montant total des honoraires dus au Mandataire au titre de l'exécution du contrat.

Le **décompte périodique** correspond au montant des sommes dues au Mandataire depuis le début de l'exécution du contrat jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base. Il est établi sur un modèle accepté par le Maître de l'ouvrage, en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la mission à régler, compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités appliquées ;
- l'application de la révision des prix, s'il y a lieu
- les primes accordées ;
- les intérêts moratoires éventuellement dus à la fin du mois.

Le Maître de l'ouvrage dispose de 15 jours pour faire connaître, par écrit, au Mandataire, les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui. Le Mandataire dispose ensuite de quinze jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "m".

14.6. Délai de règlement et intérêts moratoires

Le **délai maximum de paiement de la rémunération** du Mandataire est de : 30 jours, à compter de la réception de la facture (demande d'acompte).

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Le défaut de paiement de la rémunération dans le délai fixé par le contrat donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/Jn \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

Jn = nombre de jours calendaires de l'année civile (365 ou 366)

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique.

14.7. Mode de règlement

Le Maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par :

- Chèque bancaire établi au nom du Mandataire
 virement établi à l'ordre du Mandataire (joindre un RIB)

Relevé d'Identité Bancaire		Domiciliation : SIEGE SOCIAL									
 <p>TRESORERIE GENERALE SQ ARAGO BP 950 66950 PERPIGNAN CEDEX Tel : 04 68 35 81 97</p>											
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Code Banque</th> <th>Code Guichet</th> <th>N° de compte</th> <th>Cle RIB</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>40031</td> <td>00001</td> <td>0000384189W</td> <td>82</td> </tr> </tbody> </table>				Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Cle RIB	40031	00001	0000384189W
Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Cle RIB								
40031	00001	0000384189W	82								
Cadre réservé au destinataire du relevé		Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN) FR57 4003 1000 0100 0038 4189 W82									
SPLA PYRENEES ORIENTALES AMENAGEMENT CTE CCS LES BUREAUX DU PARC BAT C ALLEE DE BARCELONE 66350 TOULOUSES		Identifiant International de la banque (BIC) CDCG FR PP									
<small>Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc ...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreur ou retard d'imputation.</small>											

14.8. Présentation des factures au format dématérialisé

Toutes les entreprises sont concernées depuis le 1^{er} janvier 2020 mais uniquement dans le cadre de leurs contrats conclus avec l'Etat, ses établissements publics à caractère autre qu'industriel et commercial, les Collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;
- un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

ARTICLE 15 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

15.1 Conformément aux termes de l'article 24.5 du Traité de concession d'aménagement de « La Rasclose » signé entre les parties en 2016, la SPL supporte la charge des dépenses engagées au titre de la présente opération ainsi que sa rémunération, par l'utilisation d'une partie du boni d'opération résultant de la clôture du Traité de concession susvisé, soit la somme de 777 890 € HT.

Si le montant final de l'opération, rémunération du mandataire comprise, venait à dépasser cette somme, la part restante des dépenses à engager sera financée par la Collectivité selon les modalités définies ci-dessous.

Dans le mois suivant l'entrée en vigueur du contrat de mandat, il sera versé sur le compte opération une somme forfaitaire de 30 000 € HT.

Les avances suivantes consenties seront réajustées périodiquement tous les mois si nécessaire sur justification de consommation des avances précédentes.

15.2 Comme exposé ci-dessus, pour la part restante des dépenses à engager, la Collectivité avancera au Mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer dans les conditions définies ci-après.

Avance par la Collectivité

La Collectivité s'oblige à mettre à la disposition du Mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, elle versera :

- Lorsque le Mandataire pourra justifier d'une consommation de l'avance précédente à hauteur de 70%, une avance correspondant aux besoins de trésorerie du Mandataire durant les trois prochains mois, établie sur la base du compte-rendu financier périodique établi par le Mandataire en application de l'article 19 ;
- L'avance consentie sera ensuite réajustée périodiquement tous les mois ;
- Le solde, dans le mois suivant la présentation des D.G.D.

En cas d'insuffisance de ces avances, le Mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

Conséquences des retards de paiement

En aucun cas le Mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou d'autres tiers du fait notamment du retard de la Collectivité à verser les avances nécessaires aux règlements, de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du Mandataire.

ARTICLE 16 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE

16.1. Sur le plan technique

Sur le plan technique, le Mandataire assurera sa mission jusqu'à l'expiration du délai initial de la garantie de parfait achèvement sans tenir compte de la prolongation éventuelle de ce délai.

Au cas où des réserves auraient été faites à la réception ou des désordres dénoncés pendant la période de parfait achèvement, il appartiendra au Mandataire de suivre la levée de ces réserves ou la réparation des désordres jusqu'à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement. Le Mandataire adressera à la Collectivité copie du procès-verbal de levée des réserves ou désordres.

Toutefois, au cas où la levée de ces réserves ou la réparation de ces désordres n'auraient pas été obtenues à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement, la mission du Mandataire sera néanmoins terminée et il appartiendra à la Collectivité de poursuivre le suivi de ces levées ou de ces réparations.

A l'issue de cette période initiale de parfait achèvement, le Mandataire demandera à la Collectivité le constat de l'achèvement de sa mission technique. La Collectivité notifiera au Mandataire son acceptation de l'achèvement dans le délai d'un mois. A défaut de réponse, cette acceptation sera réputée acquise à l'issue de ce délai.

16.2. Sur le plan financier

16.2.1. Reddition des comptes de l'opération

L'acceptation par la Collectivité de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission du Mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

Le Mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception à la Collectivité, cette reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai de un an à compter du dernier décompte général et définitif des co-contractants, et ce indépendamment des redditions de comptes partielles et annuelles prévues à l'article 19.

La Collectivité notifiera son acceptation de cette reddition des comptes dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

16.2.2. Décompte général des honoraires du Mandataire

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par la Collectivité, le Mandataire présentera son projet de décompte final de ses honoraires à la Collectivité.

Celle-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au Mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 17 - ACTIONS EN JUSTICE

En aucun cas, le Mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Collectivité Mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles.

ARTICLE 18 - CONTROLE TECHNIQUE PAR LA COLLECTIVITE

La Collectivité sera tenue étroitement informée par le Mandataire du déroulement de sa mission. A ce titre, le Mandataire lui communiquera l'ensemble des comptes rendus de chantier qu'il aura reçus.

Les représentants de la Collectivité pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au Mandataire et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

La Collectivité aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses du contrat de mandat sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

ARTICLE 19 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LA COLLECTIVITE ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES

Le Mandataire accompagnera toute demande de paiement en application de l'article 15 des pièces justificatives correspondant aux dépenses engagées d'ordre et pour compte de la Collectivité Mandante.

En outre, pour permettre à la Collectivité Mandante d'exercer son droit à contrôle comptable, le Mandataire doit :

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte de la Collectivité dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser tous les ans au Mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
 - un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses (et en recettes le cas échéant), et d'autre part, l'estimation des dépenses (et, le cas échéant, des recettes) restant à réaliser ;
 - un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses (et des recettes éventuelles) ;
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle qui n'aurait pas déjà fait l'objet de l'application de l'article 2 ci-dessus, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions ;
- adresser chaque année avant le 31 mars au Mandant un budget prévisionnel ainsi qu'un plan de trésorerie pour l'année suivante ;
- adresser au fur et à mesure du déroulement de l'opération, et au moins une fois par an avant le 15 Janvier de l'exercice suivant, à la Collectivité, une reddition des comptes. Cette dernière récapitulera l'ensemble des dépenses acquittées pour le compte de la Collectivité au cours de l'exercice passé, en spécifiant celles qui ont supporté la TVA qui sera isolée, ainsi qu'éventuellement, les recettes encaissées pour son compte. Les copies des factures portant la mention de leur date de règlement seront jointes à l'appui de cette reddition de comptes ;
- établir en temps utile les états exigés par l'Administration pour les dépenses ouvrant droit au FCTVA ;
- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses et, le cas échéant, des recettes, à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 20 - RESILIATION

20.1. Résiliation sans faute

La Collectivité peut résilier sans préavis le contrat de mandat, notamment au stade de l'approbation des avant-projets et après la consultation des entreprises ainsi qu'il est dit aux articles 2, 10 et 11.

Elle peut également le résilier pendant la phase de réalisation des travaux, moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Dans le cas d'application du dernier paragraphe de l'article 2 ci-dessus, le Mandataire est en droit de demander la résiliation du contrat de mandat.

Dans tous les cas, la Collectivité devra régler immédiatement au Mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Elle devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le Mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée des dits contrats.

En outre, le Mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 5 % de la rémunération dont il se trouve privée du fait de la résiliation anticipée du contrat, le cas échéant majorée dans le cas où le Mandataire justifie d'un préjudice supérieur.

20.2. Résiliation pour faute

20.2.1 En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de un mois, la convention pourra être résiliée sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent contrat.

20.2.2 En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandant, le Mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

20.3. Autres cas de résiliation

20.3.1 En cas de non-respect, par le Mandataire, des obligations visées à l'article 23 du présent contrat, relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat peut être résilié aux torts du Mandataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

20.3.2 En cas d'inexactitude des renseignements fournis par le Mandataire, mentionnés aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à 5 du code du travail, à la signature du contrat, ou lors de son exécution, celui-ci sera résilié sans mise en demeure aux frais et risques du Mandataire.

ARTICLE 21 - PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute du Mandataire visés à l'article 20.2, le Mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées aux articles 2 et 6.

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations, le Mandant se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, le contrat pourra être résilié aux torts exclusifs du Mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du Mandant envers le Mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

- En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 19 par rapport aux délais fixés à ce même article : 1/10000 par semaine de retard ;
- En cas de retard dans la reddition définitive des comptes de l'opération prévue à l'article 16-2 1/10000 par semaine de retard ;
- En cas de retard de paiement, par la faute du Mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte de la Collectivité, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du Mandataire à titre de pénalités.

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution des prestations (prolongation des délais, non application des pénalités de retard). Il ne donne droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 22 - LITIGES

Tous les litiges seront de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier : 6 rue Pitot 34000 MONTPELLIER

ARTICLE 23 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

A la signature du contrat, le Mandataire a produit les pièces mentionnées aux articles D.8222- 5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail.

Le Mandataire s'engage à produire les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du Code du travail tous les 6 mois pendant l'exécution du contrat.

ARTICLE 24 - CLAUSES DE REEXAMEN**24.1. Evolution de la réglementation**

Le présent article s'applique en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) **qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16^e du montant du marché, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.**

En ce cas, le maître d'ouvrage prendra en charge à hauteur de 90% les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

24.2. Autres clauses de réexamen

- Modification du projet et du budget associé au stade de la confirmation de programmation
- Adaptation du projet ou de l'enveloppe financière après validation de l'APD

Fait à Toulouges, le 12/12/2024, en double exemplaire

<p>Pour le Mandataire :</p> <p>La Directrice Générale</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>PYRÉNÉES-ORIENTALES AMÉNAGEMENT-SPL</p> <p>Les Bureaux du Parc Allée de Barcelone - Bâtiment C</p> <p>Mention manuscrite « lu et approuvé »</p> <p><i>Lu et approuvé</i></p> <p>A...<i>Toulouges</i>....., le <i>17/12/2024</i></p>	<p>Pour le Mandant :</p> <p>Le Maire</p> <p>Le Maire</p> <p>François COMES</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>MAIRIE PYRÉNÉES-ORIENTALES</p> <p>Mention manuscrite « lu et approuvé »</p> <p><i>Lu et approuvé</i></p> <p>A...<i>Boulou</i>....., le <i>4/02/2025</i></p>
---	---

Annexes :

- ANNEXE I : Programme sommaire
- ANNEXE II : Budget prévisionnel de l'opération
- ANNEXE III : Calendrier prévisionnel - Planning « objectif » prévisionnel général souhaité par le Maître de l'ouvrage

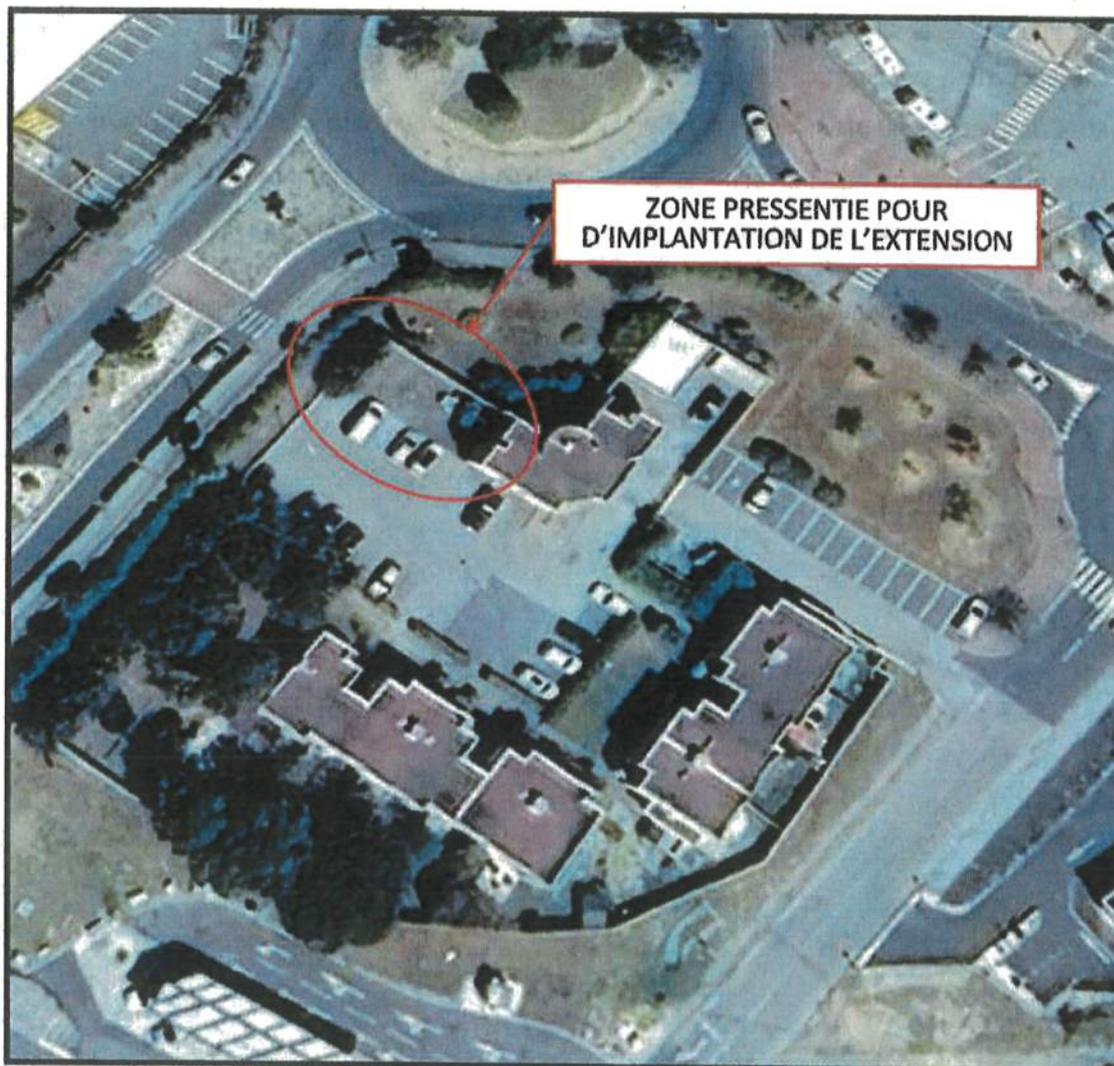
ANNEXE I – PROGRAMME SOMMAIRE

EXTENSION ET RENOVATION DE LA GENDARMERIE



Localisation : 1 impasse de la liberté 66160 Le Boulou
Parcelle AI26





Contexte :

La ville de Le Boulou en sa qualité de propriétaire de la caserne de gendarmerie souhaite rénover, moderniser et sécuriser le bâtiment administratif r+1 de la brigade. Pour cela, la commune envisage une extension du bâtiment existant en rez-de-chaussée par la création d'un pôle judiciaire (salle d'audition, cellules, sanitaires...) conforme aux règles en vigueur. Un espace mitoyen au bâtiment a été identifié correspondant à la surface supplémentaire à développer.

Dans la continuité de son plan de sobriété énergétique la municipalité aspire à rénover l'ensemble des bâtiments qui composent la caserne. Rénovation fonctionnelle, thermique et énergétique du bâtiment administratif puis des 9 appartements de fonction dits « énergivores ».

Dispositions générales :

La conception et l'intégration de l'extension du projet devront être compatibles avec les règles générales de l'urbanisme, et en particulier avec le PLU.

La Ville de Le Boulou souhaite une homogénéité des équipements avec ce qui existe déjà sur les autres bâtiments communaux et alentours.

Le bâtiment sera construit et rénové en respectant les normes en vigueur en adoptant une solution économiquement acceptable qui permette au maximum de réduire l'empreinte énergétique.

Les matériaux, les équipements et les différentes technologies employés devront être soumis à la validation du maître d'ouvrage.

Principales caractéristiques du projet :

- Création d'une extension du bâtiment administratif d'environ 150 m²
- Mise aux normes du bâtiment administratif existant vis-à-vis des obligations d'accessibilité
- Mise aux normes du bâtiment administratif existant vis-à-vis des obligations ERP
- Mise aux normes du bâtiment administratif existant vis-à-vis des obligations de sécurité et de code du travail
- Réhabilitation fonctionnelle, thermique et énergétique du bâtiment administratif existant y compris dispositifs permettant l'économie d'eau et d'électricité
- Réhabilitation thermique et énergétique des 9 logements de fonction y compris dispositifs permettant l'économie d'eau et d'électricité

ANNEXE II – BUDGET PREVISIONNEL DE L'OPERATION

EXTENSION ET RENOVATION DE LA GENDARMERIE

ESTIMATION DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE :

DESIGNATION	MONTANT PREVISIONNEL (€ HT)
Programme	35 000
Etudes préalables	20 000
Etudes opérationnelles	72 000
Travaux	600 000
SOUS - TOTAL 1	727 000 € HT

BUDGET GLOBAL D'OPERATION PREVISIONNEL :

DESIGNATION	MONTANT PREVISIONNEL (€ HT)
Dépenses à engager par le mandataire <i>SOUS-TOTAL 1</i>	727 000 € HT
Mandat MOD <i>SOUS-TOTAL 2</i>	50 890 € HT
COÛT TOTAL OPERATION	777 890 € HT
soit	933 468 € TTC

ANNEXE III – CALENDRIER PREVISIONNEL

EXTENSION ET RENOVATION DE LA GENDARMERIE

Sous réserve de la notification du présent mandat avant fin 2024 :

PHASE	PLANNING PREVISIONNEL
Etudes préalables : Consultations des tiers, état des lieux, réalisation des diagnostics techniques et fonctionnels, confirmation de programmation, PTD	1 ^{er} semestre 2025
Consultation de maîtrise d'œuvre	3 ^{ème} trimestre 2025
Démarrage des études opérationnelles	Novembre 2025
Consultation travaux, analyse et négociations	3 ^{ème} trimestre 2026
Travaux (éventuellement en 2 phases)	4 ^{ème} trimestre 2026 à fin 2027
Livraison	1 ^{er} trimestre 2028
Fin de GPA	1 ^{er} trimestre 2029